

## Ce n'est pas ce que c'est

Ce déni et sa forme maladroite auraient pu accompagner tous les termes qui, pendant des années, ont servi à désigner les « événements » d'Algérie. Il était toujours question de rétablir l'ordre, de pacifier, de normaliser cette extension qui avait ajouté à la France trois départements, mais jamais question de donner leurs noms véritables aux opérations en cours. Leur durée, sept ans, et la nécessité pendant tout ce temps d'y engager tous les jeunes soldats du contingent auraient dû pourtant provoquer très vite une prise de conscience générale. Il est curieux que des actes aussi graves perpétrés dans une langue n'aient pas une répercussion chez tous les locuteurs de cette langue, sauf que s'il en allait ainsi le pouvoir, contraint à parler vrai, changerait de nature.

C'était une nuit d'octobre 1961. Cette nuit-là, sans qu'on le sache encore, la police parisienne massacrait les Algériens coupables d'oser manifester en masse et sans armes. Vers minuit, j'ai pris un taxi parce qu'il me fallait remettre d'urgence un article. Arrivé à proximité du ministère de l'Intérieur, un barrage de police a contraint mon taxi à s'arrêter. Un officier avec képi et galons d'argent s'est avancé : il a fait le tour du taxi, a ouvert ma portière, s'est penché, m'a examiné quelques secondes, s'est redressé en criant à ses hommes :

- Ce n'en est pas !

Il a claqué la portière, et le taxi a continué sa route. La scène, maintenant, est passée depuis cinquante-deux ans, mais l'exclamation qui la marque retentit encore à l'instant. Je venais d'affronter une « opération de maintien de l'ordre », je ne le savais pas. Dès le lendemain, j'ai commencé à découvrir les événements de la nuit : arrestations massives, bastonnades mortelles jusque dans la cour de la préfecture de police. Le mot « pacification » est alors devenu synonyme de massacre pour quelques citoyens de plus, tout comme le mot « socialistes » qui avait qualifié un gouvernement élu pour faire la paix en Algérie, ne désignait plus que les responsables de la généralisation de la torture.

J'ai vécu d'autres « événements » avant et après ce soir d'octobre, où l'illustre Papon, préfet de police de Paris, avait donné la mesure de son talent répressif, mais tous les termes chargés de les désigner n'avaient pour rôle que d'éviter de nommer leur réalité. Il a fallu plusieurs décennies pour que finisse par s'imposer la plus juste et la plus simple « guerre d'Algérie ». À côté de tous les mots chargés d'écarter la bonne étiquette, je n'ai jamais cessé d'entendre l'exclamation policière : « Ce n'en est pas !... Ce n'en est pas ! » si bien qu'elle est devenue inséparable de ce que la lâche pudeur nationale préférait « sans nom » plutôt que de faire face à l'image désastreuse de sa violence coloniale.

Bernard Noël